



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le vingt trois juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 17 juin 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 28

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Romain DELAMARE, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 4

Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

du 23 juin 2025

M_DL250623_101

SPORTS - AUTORISATION DE SIGNATURE DES CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES - ADOPTION - AUTORISATION

Madame Christel BOUBERT, Adjointe au Maire. Dans le cadre de sa politique d'accompagnement à la vie associative sportive communale, la Ville de Montivilliers attribue chaque année des créneaux d'occupations aux différentes associations sportives domiciliées sur son territoire. Ces installations sont des biens municipaux. Ils peuvent être dans ce cadre mis à disposition des associations sportives et des établissements scolaires afin de favoriser la pratique des activités physiques et sportives sur le territoire. Il s'agit ici d'un partenariat entre l'association de gymnastique et le collège Raymond Queneau à des visées compétitives. Ces mises à disposition sont régies par les principes de l'occupation du domaine public et sont également soumises au respect du règlement portant sur l'utilisation des installations sportives. Il est également précisé que tout groupement sportif est soumis aux obligations régies par les lois, le code du sport ainsi que les mesures sanitaires en vigueur. Dans ce cadre, la ville de Montivilliers établit avec chaque partenaire sportif, (voir document en annexe) une convention d'occupation du domaine public. Cette convention est établie pour une durée d'un an, conformément aux dérogations prévues à l'article L 2125-1-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-29 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles 2122-1 à 2122-4 et L.2125-1 et suivants.

CONSIDÉRANT

- L'intérêt de la ville de Montivilliers de mettre un équipement sportif à disposition de l'association Gymnastique sportive Étoile de Montivilliers et du collège Raymond Queneau dans le but de faire progresser des sportifs visant la performance en compétition ;

Sa commission municipale Vie sportive et vie associative réunie le 17 juin 2025 consultée ;

VU le rapport de Madame **Christel BOUBERT**, Adjointe au Maire en charge de la Vie sportive, du Développement du sport santé, des Équipements sportifs de détente et de loisirs ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **De délivrer** l'autorisation d'occupation du domaine public à l'association de gymnastique ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition d'un équipement sportif pour l'Association et le collège précités.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

